

## Interview de Georges Berthoin: la perception britannique de la construction européenne (Paris, 22 juillet 2005)

**Source:** Interview de Georges Berthoin / GEORGES BERTHOIN, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 22.07.2005. CVCE, Sanem (Luxembourg). - VIDEO (00:09:26, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.  
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_georges\\_berthoin\\_la\\_perception\\_britannique\\_de\\_la\\_construction\\_europeenne\\_paris\\_22\\_juillet\\_2005-fr-5c4430e2-58d7-49e4-b7be-b2af740a96ef.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_georges_berthoin_la_perception_britannique_de_la_construction_europeenne_paris_22_juillet_2005-fr-5c4430e2-58d7-49e4-b7be-b2af740a96ef.html)



**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016

## Interview de Georges Berthoin: la perception britannique de la construction européenne (Paris, 22 juillet 2005)

[Étienne Deschamps] D'une façon plus générale, comment, selon vous, les Britanniques, en tant que pays, en tant que nation, percevaient et analysaient les efforts menés en Europe, sur le continent, par les Six, mais parfois aussi de façon plus réduite voire bilatérale pour construire quelque chose en Europe? Certaines expériences ont réussi, d'autres pas, mais comment les Britanniques, de leur île, si je puis dire, percevaient-ils ces différents efforts?

[Georges Berthoin] Ils ne souhaitent pas que se construise un système fédéral ou supranational. Ils étaient en faveur d'un système intergouvernemental, qui était le système du Conseil de l'Europe. Ils étaient persuadés, chaque fois que nous avions un projet nouveau en tête pour aller plus loin dans le domaine de l'intégration européenne, ils étaient persuadés que le moment arriverait où les transferts de souveraineté seraient tellement importants que les gens seraient réticents, et en particulier, la France. Et c'est là où ils se sont trompés. Parce que, après l'échec de la CED et de la Communauté politique... l'échec de la CED, il faut bien se souvenir, a été dû en partie au fait que Mendès France, président du Conseil, était très mal à l'aise d'être dans un système assez contraignant, et surtout dans le domaine militaire, sans les Britanniques. Bon, ils ont, si je puis dire, été rassurés par cette réticence française à l'époque, par cet échec. L'échec de la CED et de la Communauté politique, en France, alors que ça avait été en partie ratifié notamment par la Belgique comme vous le savez, les a calmés si je puis dire, leur angoisse n'était pas trop forte et ils ont tout de suite proposé le plan Eden et la création de l'UEO qui, à la fois, avait deux des caractéristiques qui étaient contraires à l'esprit de la Communauté européenne: un, intergouvernemental et deux, discriminatoire contre l'Allemagne. Or, la base de la Communauté du plan Schuman, c'est qu'elle n'était pas discriminatoire contre l'Allemagne et c'était, si je puis dire, une réaction contre l'esprit du traité de Versailles, «l'Allemagne a été un ennemi, il a été battu, nous n'allons pas le maintenir dans cet état d'infériorité parce qu'un jour ça amènera un autre Hitler. Donc, dès le début, on créera des disciplines communes, mais la France comme les autres pays sera soumise exactement aux mêmes disciplines que celles qui sont proposées, en particulier à l'Allemagne». Dans le système de l'UEO, l'Allemagne était dans une situation discriminatoire, puisque le traité garantissait qu'elle n'aurait pas accès aux armes nucléaires, biologiques et chimiques. Donc, c'est totalement le contraire. Après l'échec de la CED, tout de suite, le plan Eden est arrivé pour se substituer à ce qui venait d'être rejeté. Et là, vous avez le début de ce qui sera une sorte de stratégie qui commencera à se révéler et qui durera à travers les décennies, c'est-à-dire: «Nous ne pensons pas que les Six seront prêts à aller aussi loin et lorsqu'ils échoueront, nous avons un plan: disposer, la zone de libre-échange, etc.», dont nous parlions tout à l'heure. Donc, ça, ça a commencé à ce moment-là. Mais, à la fois, ils sentaient qu'il y avait un espoir d'intégration européenne, il y avait toute une phraséologie européenne. Donc, là, ils participaient à cette phraséologie, à condition qu'on en reste au stade des phrases, si vous voulez, la bonne volonté. Ce qu'ils n'ont pas bien compris, c'est que les États-Unis souhaitaient des États-Unis d'Europe et c'est là, si vous voulez, c'est là où la «relation spéciale» entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, qui a été réelle pendant la guerre, a eu quelques difficultés. Plusieurs Premiers ministres britanniques sont allés à Washington et ils ont constaté que Washington était désireux d'établir des relations spéciales, non plus tellement avec Londres, mais avec la nouvelle Communauté qui était en train de se créer. Et c'est ça qui a commencé à ouvrir les yeux des Britanniques. Puis il y a eu un autre événement capital, qui coïncide avec le début de notre travail à Londres, c'est la crise de Suez. La crise de Suez! Alors là, j'ai vu des Britanniques, je me souviens d'un banquet, pleurant, des larmes d'émotion. Parce que cette crise de Suez a été la manifestation publique d'une coalition de fait entre Moscou et Washington contre Paris et Londres. Et, c'est là où le gouvernement britannique a senti qu'il ne pouvait pas se servir des «relations spéciales» pour s'engager dans telle ou telle opération. Et c'est sous la double menace, américaine et soviétique, que les troupes anglaises et françaises ont dû se retirer du canal de Suez. Et c'est à ce moment-là – le canal de Suez, c'est plus qu'un canal pour l'empire britannique, c'était vraiment la grande artère vers les Indes, etc. –, c'est à ce moment-là que j'ai vu, alors que nous arrivions juste, que certains dirigeants politiques se disaient: «Et bien, dans ces conditions, il faut faire l'option européenne». Mais l'ambiguïté se renouvelait dans l'option européenne: intergouvernementale ou supranationale? Or, à l'époque, la CECA avait suffisamment obtenu de résultats concrets, assez convaincants pour les syndicalistes et une partie du syndicalisme britannique, les premiers qui m'ont aidé ont été les syndicats britanniques, les syndicalistes, pas les syndicats, les syndicalistes britanniques, parce qu'ils ont vu une avancée et toujours la fraternité, l'internationale, etc.

Donc, les Britanniques ont vu que la CECA avait résisté à l'échec de la CED et de la Communauté politique – elle était là, il y avait des institutions, qu'elle avait assez bien établies dans les deux industries qui à l'époque, même pour les Britanniques, étaient des industries-clés, le charbon et l'acier, qui étaient quand même la base de la puissance britannique à une époque – ils se sont dit: «Ces gens sont assez sérieux». Donc, au moment de la relance, à Messine, ils ont hésité. Ils ont été invités dans l'esprit justement de Mendès, etc., «les Britanniques doivent être avec nous». Donc, ils ont envoyé quelqu'un, que j'ai bien connu, qui était devenu un ami d'ailleurs et qui s'appelait Bretherton, un fonctionnaire du Board of Trade, pas trop visible. Et ils se sont dit, les propositions qui sont faites à Messine, le comité Spaak qui est créé comme conséquence de Messine, la manière vigoureuse dont Spaak a mené les affaires, ils se sont dit: «Le rapport Spaak va trop loin, donc, ça échouera de soi-même. Pourquoi favoriser le succès – donc, on a retiré Bretherton – et laissons les Six tuer ce projet, qui va beaucoup trop loin, d'eux-mêmes, sans avoir l'air d'être, si je puis dire, le bourreau». Et surprise, ça a marché! J'ai vu ce qu'était cette surprise, ils n'y croyaient pas. Ils voulaient une forme d'Europe, genre Conseil de l'Europe, etc., parce que Suez avait réouvert [sic] les yeux, mais pas ça, pas cette espèce de supranationalisme, de fédéralisme. Alors, le traité de Rome a été négocié. Ils étaient persuadés qu'il ne serait pas ratifié, comme l'aventure de la Constitution européenne, qu'on vient de voir. Et puis ça a été ratifié. Ensuite, le général de Gaulle est arrivé au pouvoir et ils ont dit: «Bon, et bien, le général de Gaulle était contre, les gaullistes ont voté contre, par conséquent, on est tranquilles». Ô surprise, l'entrevue personnelle à Colombey-les-Deux-Églises, entre Adenauer et de Gaulle s'est remarquablement bien passée, nous avons d'ailleurs été plus renseignés par les Allemands que par le côté français. Les Britanniques se sont dit: «Encore une occasion ratée» et ils ont vu que le général de Gaulle, qui était un homme d'État, avait compris tous les aspects positifs qu'il y avait pour sa politique française, l'ouverture des frontières, etc., l'accélération des périodes transitoires, tout ce que vous voulez, et le pari britannique a été perdu. Donc, ils ont dit: «Nous n'avons pas pu les battre, donc, il va falloir les rejoindre».